



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Achat de prestations de graphisme

N° du CCAP : 25FSA008

Université Grenoble Alpes
1180 rue des universités
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 3 |
| 1.1 - Objet du contrat..... | 3 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 3 |
| 1.3 - Type d'accord-cadre annuel | 3 |
| 1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents | 4 |
| 2 - Pièces contractuelles | 6 |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité..... | 6 |
| 4 - Durée et délais d'exécution..... | 6 |
| 4.1 - Durée du contrat | 6 |
| 4.2 - Reconduction..... | 7 |
| 4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents | 7 |
| 5 - Prix..... | 7 |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 7 |
| 5.2 - Modalités de variation des prix..... | 7 |
| 6 - Garanties Financières..... | 8 |
| 7 - Avance..... | 8 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes..... | 8 |
| 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 8 |
| 8.2 - Présentation des demandes de paiement | 8 |
| 8.3 - Délai global de paiement | 9 |
| 8.4 - Paiement des cotraitants | 9 |
| 8.5 - Paiement des sous-traitants | 9 |
| 9 - Conditions d'exécution des prestations..... | 10 |
| 10 - Développement durable..... | 10 |
| 11 - Constatation de l'exécution des prestations | 10 |
| 12 - Garantie des prestations..... | 10 |
| 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 10 |
| 13.1 - Définitions..... | 10 |
| 13.2 - Propriété des résultats | 10 |
| 13.2.1 - Mode d'exploitation | 11 |
| 14 - Pénalités et sanctions | 12 |
| 14.1 - Pénalités de retard | 12 |
| 14.2 - Pénalité et sanction pour absence de remise d'offre | 12 |
| 14.3- Pénalité pour travail dissimulé | 12 |
| 15 - Assurances | 12 |
| 16 - Résiliation du contrat..... | 13 |
| 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre | 13 |
| 16.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents..... | 13 |
| 16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire | 13 |
| 17 - Règlement des litiges et langues | 13 |
| 18 - Clauses complémentaires | 14 |
| 19 - Dérogations | 14 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
L'achat de prestations de graphisme.

Contexte du marché

Première université européenne en innovation par le nombre de brevets déposés, dans le top 150 des meilleures universités mondiales du classement de Shanghai, ancrée sur son territoire, pluridisciplinaire et ouverte à l'international, l'UGA fait partie des 9 universités françaises labellisées initiatives d'excellence (IDEX).

57 000 étudiants dont 10 000 étudiants internationaux et 3000 doctorants, et plus de 7 700 personnels se répartissent sur plusieurs campus de Grenoble et Valence principalement. Les organismes nationaux de recherche CEA, CNRS, INRAE, Inria et Inserm sont associés encore plus étroitement à l'Université Grenoble Alpes pour développer une politique commune en recherche et valorisation à l'échelle internationale. Les relations avec l'IRD et le CHU Grenoble Alpes sont également favorisées.

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de graphisme destiné à l'impression, à une utilisation numérique ou encore de l'animation vidéo pour le compte de l'Université Grenoble Alpes.

Lieu(x) d'exécution :
Université Grenoble Alpes
1180 rue des Universités
38400 Saint Martin d'Hères

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

| Lot(s) | Désignation | Forme de l'accord-cadre | Nombre de titulaires |
|--------|---|------------------------------------|----------------------|
| 01 | Conceptions graphiques pour supports imprimés | Accord-cadre à marchés subséquents | 3 |
| 02 | Conceptions graphiques pour supports « web » | Accord-cadre à marchés subséquents | 3 |
| 03 | Motion design | Accord-cadre à marchés subséquents | 3 |

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à 3 opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre annuel

L'accord-cadre sans minimum et avec un maximum annuel est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Le plafond annuel de chaque lot est le suivant :

Lot 1 : Conceptions graphiques pour supports imprimés

Le plafond annuel est de 100 000 euros HT (400 000 euros HT sur 4 ans).

Lot 2 : Conceptions graphiques pour supports « web »

Le plafond annuel est de 50 000 euros HT (200 000 euros HT sur 4 ans).

Lot 3 : Motion design

Le plafond annuel est de 40 000 euros HT (160 000 euros HT sur 4 ans).

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

➤ L'accord-cadre donne lieu à la conclusion des marchés subséquents :

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires du (des) lot(s) correspondant à l'objet du marché subséquent dans le respect des modalités suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur est tenu de consulter l'intégralité des titulaires de chacun des lots pour chaque nouvelle remise en concurrence.
- Les titulaires sont tenus de remettre une offre lors de chaque remise en concurrence pour l'attribution des marchés subséquents relatifs au lot qui les concerne (BPU et cadre de réponse complétés).

Un bon de commande valant marché subséquent est notifié à l'attributaire de chaque marché subséquent après remise en concurrence.

1.4.1 - Consultation du titulaire de chaque lot

Le pouvoir adjudicateur envoie un mail de consultation au titulaire du lot concerné par le besoin.

Le mail de consultation contient au minimum :

| Consultation | Observation |
|---|---|
| Les références de la consultation | <ul style="list-style-type: none">▪ Le numéro et l'intitulé du lot concerné▪ Le numéro de l'accord-cadre▪ Le nom de la composante ou du service demandeur |
| Le cahier des charges | Le cahier des charges décrivant le besoin |
| Les critères d'analyse des offres et leur pondération | La pondération des critères respecte les fourchettes indiquées à l'article 1.4.3 du présent CCAP - |
| Le bordereau des prix valant cadre de devis | Le bordereau des prix envoyé indique les prestations demandées par le pouvoir adjudicateur et qui sont contenues dans le bordereau des prix relatif à l'attribution de l'accord-cadre (bordereau des prix plafonds). Le bordereau des prix envoyé contient en outre les quantités demandées par le pouvoir adjudicateur. |
| La trame de cadre de réponse | |
| La date et heure limites de remise de l'offre complétée (le délai plafond de remise des offres est de 72 heures, soit 3 jours, ramené à 6 heures en cas de besoin urgent) | - |

1.4.2 - Remise des offres

| Document à remettre | Observation |
|--|--|
| Le bordereau des prix valant devis (signé par une personne habilitée) | Le document doit être renseigné intégralement sans modification, ni annotation, ni omission ; Le titulaire fixe le nombre d'heures nécessaires à l'exécution de l'intégralité des prestations du BPU concernées par les prix horaires. Le nombre d'heures ne peut faire l'objet d'une réévaluation à l'issue des prestations. |
| Cadre de réponse relatif au marché subséquent (signé par une personne habilitée) | ▪ Le document doit être complété. |
| | ▪ |

Absence de remise d'offre par le titulaire du lot

En cas d'impossibilité de remise d'offre, tout titulaire du lot concerné doit justifier de son impossibilité de répondre.

En cas d'absence d'offre dûment acceptée par le pouvoir adjudicateur, une pénalité puis une sanction peuvent être appliquées dans les conditions fixées à l'article 14 du présent CCAP.

1.4.3 - Analyse des offres dans le cadre des marchés subséquents (lots 1, 2 et 3)

| Critères | Pondération |
|--|------------------|
| 1 - Prix des prestations commandées sur le fondement des prix unitaires | Entre 40% et 80% |
| 2 - Description de l'équipe affectée à l'exécution des prestations avec précision des qualifications, titre professionnel et intitulé de poste | Entre 10% et 30% |
| 3 - Méthodologie proposée pour l'exécution des prestations et délais de fourniture des prestations. | Entre 10% et 30% |

1.4.4 - Notification du bon de commande valant marché subséquent

En cas d'acceptation d'une offre, le pouvoir adjudicateur informe immédiatement le titulaire du lot concerné devenu attributaire du marché subséquent et les titulaires dont l'offre n'est pas retenue.

La notification est accompagnée du bon de commande des prestations. Le mail de notification est accompagné d'une fiche présentant au minimum :

| Contenu de la notification | Observation |
|--|-------------|
| Le numéro de l'accord-cadre et du lot concerné | - |
| Le nom ou la raison sociale de l'attributaire du marché subséquent | - |
| | |

| | |
|--|---|
| L'entité au sein de l'UGA initiatrice de la commande | |
| Le délai de fourniture des prestations | |
| Le montant HT et TTC du bon de commande | - |
| En PJ - le Bordereau des prix complété et signé par l'attributaire | - |
| En PJ - le cadre de réponse complété et signé par l'attributaire | - |
| En PJ - Le cahier des charges | - |

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité pour chacun des lots :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix
- L'offre technique portant sur :
 - o La description de l'équipe affectée à l'exécution des prestations avec précision des qualifications, titre professionnel et intitulé de poste ;
 - o La méthodologie proposée pour l'exécution des prestations.
 - o L'éco-responsabilité du processus de création graphique

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit garantir la confidentialité des informations dont il pourrait avoir connaissance au titre des missions qui lui sont confiées. Il doit également garantir la sécurité des documents dans ses locaux. Ces obligations s'appliquent à l'ensemble des personnes ayant accès à ses locaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et forfaitaires selon les stipulations du marché.

Les prix stipulés sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, la cession des droits relatifs aux résultats, les frais relatifs aux éventuelles réunions de calage et tous les frais liés à l'exécution des prestations définies dans les documents contractuels.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

| Lot(s) | Formules |
|-----------|--|
| 01,2 et 3 | $C_n = 0.0\% + 100.0\% (010769501 (n) / 010769501(o))$ |

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010769501 « Indice de production dans les services - creation artistique ».

Modalités de transmission des révisions annuelles : Le titulaire transmet ses prix révisés à la Direction des achats de l'UGA via l'adresse suivante :

service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr

Cette transmission doit intervenir au moins 30 jours avant la date de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période. Les prix révisés sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

Une avance est accordée pour chaque marché subséquent ou chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du marché subséquent ou du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du marché subséquent ou du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant marché subséquent ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail

de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

10 - Développement durable

En cas de réponse au critère 4 « éco-responsabilité du processus de création graphique » des critères d'attribution définis dans le règlement de la consultation, ladite réponse constitue l'engagement du titulaire en matière écologique dans le cadre du présent accord-cadre.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées dans les conditions indiquées à l'article 4 du CCTP.

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

13.1 - Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent au présent accord-cadre :

Résultats : On entend par « résultats » tout produit escompté de l'exécution de l'accord-cadre qui est livré et qui fait l'objet d'une acceptation définitive de la part de l'UGA.

Auteur : On entend par « auteur » toute personne physique ou morale qui a contribué à la production du résultat.

13.2 - Propriété des résultats

Par dérogation à l'article 37.2.1 du CCAG-FCS, tous les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

La propriété des résultats est intégralement et irrévocablement acquise à l'UGA en vertu du présent accord-cadre. Les droits intégrés dans les résultats peuvent comprendre les droits d'auteur et autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle, ainsi que toutes les solutions technologiques et les informations incorporées dans ces dernières, produits dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. L'UGA peut les exploiter. Tous les droits sont acquis à l'UGA dès la livraison des résultats par le titulaire et leur acceptation par l'UGA. Cette livraison et cette acceptation sont réputées constituer une cession effective des droits du contractant à l'UGA.

13.2.1 - Mode d'exploitation

L'UGA acquiert la propriété de chacun des résultats obtenus en tant que produit du présent accord-cadre susceptible d'être exploité aux fins suivantes:

A - Exploitation à des fins internes

- divulgation auprès des personnes et des organismes qui travaillent pour l'UGA ou collaborent avec lui ;
- Copie, reproduction en tout ou en partie et en un nombre illimité d'exemplaires

B - Diffusion publique

- Publication sous la forme d'exemplaires papier;
- Publication sous forme électronique ou numérique;
- Publication sur internet sous la forme de fichiers, téléchargeables ou non;
- Radiodiffusion ou télédiffusion par toute technique de transmission;
- Présentation ou affichage public;
- Communication par l'intermédiaire d'un service de presse;
- Intégration dans une base de données ou un catalogue aisément accessible;
- Autre diffusion publique sous toute forme et par tout moyen;

C - Modifications apportées par l'UGA ou par un tiers au nom de l'UGA

- Modification du contenu ;
- modification technique du contenu:
 - correction nécessaire d'erreurs techniques
 - ajout de nouvelles parties ou fonctionnalités
 - modification des fonctionnalités
 - fourniture aux tiers d'informations supplémentaires sur le résultat (par exemple, code source) en vue de modifications
- Ajout de nouveaux éléments, paragraphes, titres, chapeaux, caractères gras, légende, table des matières, sommaire, graphiques, sous-titres, éléments sonores, etc.
- Adaptation sous forme sonore, adaptation sous forme de présentation, d'animation, de série de pictogrammes, de diaporama, de présentation publique, etc.
- Sélection d'extraits ou division en parties
- Utilisation d'un concept ou préparation d'une œuvre dérivée
- Numérisation ou conversion de format aux fins de stockage ou d'utilisation
- Modification des dimensions
- Traduction, insertion de sous-titres, doublage dans différentes versions linguistiques:
 - anglais, français, allemand
 - toutes les langues officielles de l'Union européenne
 - toute autre langue

Les stipulations du présent article s'appliquent en plus de celles définies dans le CCAG FCS auxquelles il n'est pas dérogé.

14 - Pénalités et sanctions

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 20% de la valeur du marché subséquent le 1^{er} jour de retard. La pénalité ainsi visée est portée à 30% le 2^e jour de retard. A partir de 3 jours de retard, la pénalité est portée à 50%.

En cas de prestations commandées dans un contexte d'urgence, la méconnaissance des délais entraîne le non-paiement de la majoration prévue en cas d'urgence.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 50 % du montant du marché subséquent, de la tranche ou du bon de commande.

14.2 - Pénalité et sanction pour absence de remise d'offre

A la survenance du besoin, lorsque les titulaires de chaque lot du présent accord-cadre sont consultés, ils doivent obligatoirement remettre leur offre complétée dans les délais indiqués dans le mail de consultation propre à chaque marché subséquent, conformément à l'article 1.4 du présent CCAP.

En cas d'absence de remise d'offres injustifiée ou dont la justification a été rejetée par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la passation d'un marché subséquent, le(s) titulaire(s) concerné(s) peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 10% du montant estimatif du marché subséquent concerné.

Après 5 occurrences sur une année glissante, le titulaire peut être exclu de l'accord-cadre.

14.3- Pénalité pour travail dissimulé

Si un titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En cas d'exclusion d'un titulaire dans les conditions définies à l'article 14.2, l'accord-cadre est résilié avec le titulaire faisant l'objet de l'exclusion. Le cas échéant, la commande à passer pourra être exécutée aux frais et risques du titulaire exclu.

16.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Clauses complémentaires

Dérogation au principe d'exclusivité

Il peut être fait appel à des opérateurs autres que les titulaires de l'accord cadre dans les cas limitatifs suivants :

- En cas d'absence de remise d'offre par les titulaires de l'accord-cadre.
- En cas de projets initiés avant le début d'exécution de l'accord-cadre, afin de garantir la continuité avec l'existant.
- En cas de refus persistant par le titulaire d'un marché subséquent de modifier, dans la limite du nombre d'allers-retours, les versions des prestations proposées. Toutefois, une telle possibilité ne peut être utilisée qu'à la condition de l'existence d'une urgence et en cas d'impossibilité de se satisfaire des premières versions proposées par le titulaire.
- En cas de besoins excédant le périmètre de l'accord-cadre.

19 - Dérogations

- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 37.2.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021